

Sonia Le Gouriellec

chargée d'études Afrique à l'IRSEM



Afrique : Défense et politique étrangère

MARS 2015 – n°6

Les notes de veille « Afrique » de l'IRSEM proposent une sélection des analyses de chercheurs du mois écoulé en matière de défense et de politique étrangère.

Sommaire

Transitions politiques	1
Violence, conflits et terrorisme.....	2
Maintien de la paix, reconstruction	3

Les analyses du mois de mars sont largement consacrées aux enjeux liés aux élections au Nigeria, en Éthiopie et au Burundi. Elles reviennent également sur les conséquences surprenantes de l'engagement de troupes africaines dans des opérations de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest. Nous reviendrons dans la note d'avril sur l'attaque qui a touché le campus de l'université de Garissa au Kenya le 2 avril.

Transitions politiques

Les institutions démocratiques participent à la résilience des régimes autoritaires. C'est ce que les [travaux d'Andrea Kendall-Taylor \(University of California, Los Angeles\)](#) et d'[Erica Frantz \(Bridgewater State University\)](#) tendent à démontrer, dans le prolongement des recherches déjà effectuées sur les « [démocraties intolérantes](#) », les « [régimes hybrides](#) » ou les « [régimes autoritaires compétitifs](#) ». L'existence d'institutions en apparence démocratiques comme les partis politiques et les assemblées représentatives serait un moyen utilisé par les autocrates pour prolonger la durée de vie de leur régime. A partir de données recueillies au sujet des régimes autoritaires entre 1946 et 2002, ces chercheurs démontrent, dans un premier temps, qu'entre 1946 et 1989, la durée de vie d'un régime autoritaire était de douze ans, puis de vingt ans après la Guerre froide. Ces informations tendent à démontrer également que l'augmentation de la durée de vie de ces régimes passe par la multiplication d'institutions en apparence démocratiques, ce qui laisse penser que les dirigeants ont su tirer parti de ces organes pour prolonger leur régime. **L'existence de ces institutions leur garantit une certaine légitimité internationale, leur permet d'attirer les aides, enfin, la [manipulation institutionnelle](#) serait plus payante que la répression.**

Dans un long [article pour Foreign Policy, Jillian Keenan](#) analyse **la crise foncière au Burundi. Selon elle, cette crise est la cause de nombreuses violences que l'État peine à réguler en l'absence de politique foncière efficace.** La pression démographique sur les terres pourrait mener à une guerre civile. Dans ce contexte, l'approche des élections législatives en mai et présidentielles en juin prend une autre dimension. Malgré les espoirs suscités par la nouvelle constitution en 2005, le Burundi semble être entré depuis quelques années dans un cycle de violence et de tensions politiques. [Steve McDonald \(Wilson Center\) analyse](#) le paysage politique burundais à la veille d'élections cruciales.

Les Éthiopiens se rendront eux aussi aux urnes le 24 mai prochain à l'occasion d'élections régionales et nationales. Cette échéance, la première depuis le décès du Premier ministre historique Meles Zenawi en 2012, est l'occasion pour Jean-Nicolas Bach (*Les Afriques dans le monde / Observatoire des Enjeux Politiques et Sécuritaires dans la Corne de l'Afrique*) de faire un bilan de la stratégie gouvernementale. En effet, Meles Zenawi s'était lancé dans un projet de construction d'un « État démocratique développemental » qui nécessitait un contrôle global des institutions, de l'économie, de la société et des religions pour servir les projets développementaux du pays. [Jean-Nicolas Bach fait le bilan de cette stratégie et analyse le paysage politique éthiopien.](#) Il propose trois scénarii sur le déroulement de ces élections.

Alors que le Nigeria vient d'élire un nouveau Président, [Alex Thurston \(Georgetown University\) revient sur les enjeux de cette élection et les défis](#) à venir pour le nouveau dirigeant. Au-delà de la question de Boko Haram, **la corruption, le chômage et l'insécurité sont des handicaps pour le géant africain.**

Violence, conflits et terrorisme

Øystein H Rolandsen (*Peace Research Institute Oslo, Norvège*), Helene Molteberg Glomnes (*Peace Research Institute Oslo, Norvège*), Sebatso Manoeli (*University of Oxford, Royaume-Uni*) et Fanny Nicolaisen (*Peace Research Institute Oslo, Norvège*) [tirent le bilan d'un an de guerre civile au Soudan du Sud.](#) Un conflit qui menace les structures politiques et économiques du plus jeune État du monde. Ils reviennent à la fois sur les conséquences pour la population et sur l'échec des initiatives extérieures qui visaient à engager un processus de paix. Selon ces chercheurs, **la seule solution pour la communauté internationale est l'exclusion de certains dirigeants, accompagnée de sanctions, une mesure qui a déjà fait ses preuves.**

La prestation d'allégeance de Boko Haram à Daech a suscité de nombreuses analyses. Ainsi, [Nathaniel Allen \(Johns Hopkins School of International Studies\) compare les stratégies, tactiques et la communication des deux groupes et tente de comprendre les influences mutuelles.](#) La guerre irrégulière menée par Daech en Syrie, et par Boko Haram au Nigeria se caractérise par des gains de territoire, l'utilisation des réseaux sociaux et des tactiques de guerre irrégulière. **Les deux groupes doivent leur succès à leur capacité d'innovation.**

Dans la note de veille n°2 nous évoquions l'évolution de la politique étrangère américaine au travers du concept d'État failli. D. Krasner, l'ancien directeur de la planification des politiques au département d'État, avait donné à cette notion une vocation opérationnelle en 2006 avant de se désavouer. **D. Krasner invite, dans [un nouvel article](#), à revoir les objectifs de politique étrangère des États-Unis.** Selon lui, les États-Unis n'ont pas gagné les dernières guerres - au sens d'instaurer des structures gouvernementales stables, efficaces, démocratiques et souveraines sur tout le territoire national - car ils poursuivaient des objectifs inatteignables.

Maintien de la paix, reconstruction

La participation aux opérations de maintien de la paix favorise-t-elle les mutineries ? Pour Maggie Dwyer (*University of St. Andrews et University of Edinburgh*) il existerait, depuis le début des années 1990, en Afrique de l'Ouest, [une douzaine de cas de mutineries liés à la participation de troupes africaines à des opérations de maintien de la paix](#). Ces mutineries se définissent comme des révoltes menées collectivement par des soldats, en général du rang, contre les dirigeants, avec des buts autres que la prise de pouvoir, ce qui les distingue des coups d'État. Ces mutineries trouvent leurs racines dans des mécontentements liés au manque d'équipements et de formation, aux procédures régissant les déploiements et au sentiment d'injustice dans [la répartition des paies](#) en comparaison avec le traitement de soldats d'autres nationalités. Ces mutineries apparaissent alors que de plus en plus d'États africains envoient des troupes dans les opérations de l'ONU ou de l'UA et au moment où ces États et leurs partenaires déploient leurs efforts en vue de professionnaliser les armées du continent.

La mission européenne en République centrafricaine - [EUFOR RCA - est un succès selon Thierry Tardy \(EUISS\)](#) et il est possible d'en tirer des leçons. Cette vision optimiste contraste avec les difficultés de mise en place de cette force, son format et le temps limité de son déploiement. Ainsi, cette mission a : atteint ses objectifs ; après Artémis et EUFOR Tchad, le modèle de « mission relais » semble faire ses preuves puisque EUFOR RCA a passé le relais à la MISCA et la MINUSCA ; enfin, la RCA est le quatrième État (après la Bosnie-Herzégovine, Haïti et l'Afghanistan) à voir se déployer la Force de gendarmerie européenne (FGE).

En fin d'année 2014, l'IRSEM publiait une étude sur [l'approche globale de l'Union européenne dans la Corne de l'Afrique](#). Une contribution s'interrogeait sur la concurrence que pouvait représenter la Turquie à cette approche et cherchait à comprendre le rôle de ce nouvel acteur qui impose son agenda dans le processus de paix. Ce modèle est en apparence totalement différent de l'approche sécuritaire américaine ainsi que de la politique conditionnelle de l'Union européenne ou du soutien asiatique (Inde, Chine). Néanmoins, des contestations voient le jour ici et là. Selon le politologue Ken Menkhaus: « *Le rôle joué par la Turquie en Somalie peut être utile mais il ne sera pas décisif. Les perspectives de paix et de stabilité en Somalie sont dictées par des facteurs supérieurs* ». En mars, l'Université de Londres consacrait une conférence à cet investissement de la Turquie en Somalie. Daily Sabah en publie un [compte rendu](#) et Mehmet Özkan (SETA - *Foundation for Political, Economic and Social Research*) propose une [nouvelle étude](#) sur le sujet à la tonalité particulièrement optimiste. Ainsi, selon ce chercheur, **la stratégie turque viserait à la construction de l'État somalien.**

Le débat sur la meilleure forme d'État en Somalie se poursuit. Après la publication d'une étude par la *London School of Economics*, [dirigée par le professeur I.M. Lewis en 1995](#), une [étude de l'Heritage Institute for Policy Studies](#), « *Federal Somalia: Not If but How* », relance le débat. **Si la solution fédérale semble acceptée malgré ses carences, la question est de savoir comment la mettre en place.** [Liban Ahmad revient dans African Arguments](#) sur le prérequis que doit constituer la réconciliation sociale.

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#).